



L'Accord transatlantique de libre-échange

On engrange la récolte financière avec des armes de destruction massive.

de Wolfgang Berger*

Le Prof. Dr. Dr. Wolfgang Berger dirige l'Institut Business Reframing à Karlsruhe :
www.business-reframing.de.

Le journal français – *Le Monde diplomatique* – traite les accords de libre-échange transatlantique TAFTA (Transatlantic Free Trade and Investment Agreement) de coup d'état au ralenti. Des négociations secrètes réunissant les plus grandes sociétés du monde représentées par 600 associations d'industriels préparent ces accords.

"L'homme est considéré comme une vulgaire marchandise que l'on utilise et jette après usage", comme l'a dit le Pape François dans son *Evangelii Gaudium*. Il ajoute : *"Cette économie tue."* Elle tue la dignité, la liberté et le sens de la vie de la majorité des humains.

Peut-être Benito Mussolini a-t-il défini le fascisme de manière juste : *"La fusion entre les grandes entreprises et les états."* Comment cette campagne de destruction a-t-elle été planifiée ? Comment sera-t-elle appliquée ?

Le jeu du tueur : Live and let die (vivre et laisser mourir les autres)

Les banques accordent des crédits contre garantie. Chaque dirigeant d'entreprise, chaque propriétaire d'une maison individuelle sait cela. A la vérification de solvabilité, est normalement exigé un cinquième de fond propre. Pour les banques, cette règle n'existe pas. Les grandes banques travaillent souvent avec 95 % de capitaux étrangers, augmentant ainsi

leur propre capital. Un million reste un million si l'affaire se fait avec les fonds propres. Avec 5 % de fond propre, le bénéfice réalisé se multiplie par vingt.

Cela permet aux banques de payer leurs topmanagers, qui "génèrent" ces bénéfices – ou devrais-je dire "escroquent" ? – La tentation est grande de prendre des risques que la banque elle-même ne peut pas rattraper. La banque est importante pour le système car *too big to fail* (trop grosse pour faire défaut), les pertes sont payées par le contribuable. C'est ainsi qu'a explosé la dette publique et que furent conduits de nombreux pays à la banqueroute. Dans la crise, les états ont été *too weak to act* (trop faibles pour négocier).

Les premiers parcours d'essais pour ces jeux ont été réalisés il y a dix ans : faibles taux hypothécaires et hausses des prix immobiliers ont fait aux USA de bénéficiaires de Crédit – *Subprime* (crédits toxiques) – des propriétaires immobiliers. Ces crédits toxiques ont été transformés en produits dérivés. Avec des conventions de rachat à court terme („Repos“ : *Sale and Repurchase Agreements*), ils ont été revendus.

Hank Paulson – de 1999 à 2006 président de la banque Goldman Sachs – nommé le 30 mai 2006 au poste de secrétaire au Trésor des États-Unis par le président George W. Bush – a impliqué les Banques US – Bear Sterns et Lehman Brothers – dans cette affaire pour des milliards de dollars. Par la suite, de nouvelles lois ont transformé ces produits dérivés en "safe havens" (port sûr). Ce qui signifie qu'une banque qui détient des titres par l'entremise de dérivés peut les garder lors de la faillite de la banque fautive. En 2008, Bear Sterns et Lehman Brothers n'ont pas pu honorer leur promesse de rachat de "dérivés" à Goldman Sachs, ni à la banque anglaise Barclays : elles se sont effondrées. Et les deux banques victorieuses ont avalé leur concurrentes.

Par des directives européennes, les détenteurs de produits dérivés ont un statut de créancier privilégié. Ce statut n'existe pas dans le droit ordinaire de l'insolvabilité ; dans les produits dérivés c'est la norme. Les dérivés en liaison avec des fonds de pension créent de l'argent sans garantie.

Une banque prend, l'autre donne – et cela circule à l'infini. Aux Etats Unis, on appelle cela le jeu du tueur : *Live and let die* (vivre et laisser mourir les autres).

La finance, arme de destruction massive.

Après ces lois sur mesure, on a lâché le ballon d'essai suivant. La victime fut une banque qui gérait les dépôts de 38000 clients, les revenus d'agriculteurs assurés par des contrats à terme sur leur récolte : „MF Global“ 1,2 milliard de dollars disparurent. Des initiés au système suspectent que l'argent a atterri chez JP Morgan par le biais de produits dérivés. Des milliers de fermiers ont perdu leurs biens et les économies pour leurs vieux jours. Personne n'a été inculpé. Tout s'est déroulé selon le droit et la loi établie.

La régulation des Banques européennes devait nous rassurer. L'établissement Franco-Belge Dexia, qui accordait des prêts aux municipalités, a eu la meilleure note dans le „Stress-Test “ du contrôle bancaire européen. Elle a connu peu après d'énormes difficultés. En 2011, la Belgique, la France et le Luxembourg ont accordé des garanties d'état de 90 millions d'euros. Les gagnants furent cette fois des banques du Canada, de Hong Kong et de l'émirat du Qatar. Le remboursement de ce vol a été là encore assuré par le contribuable.

Le bilan des transactions sur les dérivés par les fonds de couverture spécialisés (Hedge-Fonds) est parfois supérieur ou parfois inférieur à celui des banques officielles. Les banques présentent des bilans officiels très propres. Les risques sont déplacés dans des fonds qui pourraient eux aussi provoquer l'effondrement du système financier. La banque internationale de compensation financière de Bâle (BIZ), par laquelle passent les règlements des banques centrales, a donné sa bénédiction car l'argent gagné avec les dérivés n'arrive pas dans l'économie réelle, donc ne produit pas d'inflation.

Nous vivons une inflation du prix des actifs. La valeur des choses existantes augmente : la terre et l'immobilier, les sources de matières premières et les actions, les licences et les œuvres d'art. Les milliardaires achètent le monde. Les petites banques peuvent mourir, la classe moyenne peu sombrer, cela ne produit pas de gros titres dans les journaux. Les états peuvent s'effondrer, les grosses entreprises financières vont survivre car elles possèdent déjà le monde. Ces *Global Players* (entreprises mondiales) sont si grandes et si puissantes que le monde devient trop étroit – en tout cas chaque puissance économique régionale : Europe, Amérique du Nord et Asie de l'Est. Il faut alors remplacer la liberté des hommes par celle des finances. *One man one vote* (un citoyen, une voix) est appliqué pour l'élection de parlements dépassés. *One dollar one vote* (un dollar une voix) est appliqué pour ce qui compte réellement, le pouvoir du marché financier.

La convergence réglementaire comme leurre

La zone transpacifique de libre-échange se prépare, tout comme la zone de libre-échange transatlantique. Le négociateur en chef européen, Ignacio Garcia Bercero, définit l'accord d'extrêmement utile pour l'emploi. Beaucoup d'économistes réfutent cette fable. Cet accord augmente la capacité de production ; les clignotants sont l'orange en Europe, rouge aux USA ; la standardisation permet d'augmenter la productivité. Un bel exemple pour lequel nous payons le prix fort.

Avec le démantèlement de toutes les barrières commerciales, l'harmonisation de la réglementation (*regulatory coherence*) devra s'appliquer à tous les domaines : l'environnement, la propriété intellectuelle, le droit du travail, la santé, la protection animale, l'élevage, la sécurité alimentaire, les organismes génétiquement modifiés, la protection des données.

Avec de petites exploitations, le modèle agricole européen ne pourra pas se maintenir face à l'assaut de l'industrie agroalimentaire de l'Amérique du Nord. Les marchés à niches de

valeur régionale et les petites entreprises seront étouffés par un espace économique de 30 billions de dollars.

Dans l'alimentation US, tout est permis tant que la nocivité n'est pas prouvée. L'interdit se manifeste lorsque l'enfant est tombé dans le puits. En Europe, nous avons le principe de précaution.

L'accord peut forcer l'introduction des aliments génétiquement modifiés dans nos supermarchés car l'interdit entrave la libre circulation des produits. Il peut forcer la privatisation des ressources d'eau car l'eau est une infrastructure ouverte aux investisseurs. Il peut réglementer l'utilisation des surfaces et la planification des espaces, la protection de l'eau et des forêts, les marchés publics et l'exploitation des matières premières. Il peut forcer les communes ou les régions à accepter la fracturation hydraulique (forage profond et fracturation de la roche primaire pour l'exploitation du gaz de schiste).

Il autorisera l'importation de poulets au chlore et autres désinfectants, la vente de porcs nourris aux hormones de croissance dans les supermarchés. Il résoudra le problème des stocks de produits génétiquement manipulés avec l'ouverture totale du marché entre les USA et l'EU.

Nous pourrons alors retrouver dans nos assiettes, sans que cela soit jamais indiqué, l'hormone Ractopamin, interdite par 160 pays. Cette hormone augmente l'engraissement quotidien des animaux. Nous aurons, comme aujourd'hui aux USA, une majorité de gens obèses qui auront bien du mal à se déplacer.

La plainte des investisseurs devient un instrument de torture

Ces zones de libre-échange seront insensibles aux élections, aux changements de gouvernement et aux protestations. Tout changement requiert l'unanimité des parties signataires – même des petits états dont on peut acheter les votes.

Par un nouveau statut légal supranational, les investisseurs peuvent intenter des poursuites pour le recouvrement des bénéfices attendus, et de cette manière dominer le monde. Les gouvernements, les administrations des régions, les départements et communes seront tenus de respecter les règles du secteur financier pour beaucoup de détails de notre vie quotidienne.

Les litiges doivent être réglés d'après la procédure de règlement des différends entre Investisseur-État (ISDS). Inventée en 1959 par l'Allemagne, elle voulait protéger les entreprises qui désiraient investir au Pakistan. Depuis, les investissements allemands dans les pays émergents sont garantis par 131 contrats bilatéraux. Est-ce la raison pour laquelle l'Allemagne demande avec insistance des négociations secrètes ?

Le tribunal de règlement des différends est contrôlé par 15 cabinets d'avocats qui se sont spécialisés dans les plaintes d'investisseurs contre des états. Devant de tels tribunaux, le montant des litiges atteint déjà 14 milliards de dollars. Leurs décisions sont sans appel.

- La société pétrolière US Lone Pine Ressources a porté plainte contre la province canadienne du Québec, et a réclamé 250 millions de dollars pour la limitation de l'extraction du gaz de schiste.
- Le Canada a dû annuler son interdiction d'importer un carburant US contenant un additif toxique, et payer des millions de dédommagement pour perte de bénéfice.
- Le groupe d'énergie suédois Vattenfall porte plainte contre l'Allemagne pour son retrait du nucléaire, et demande 3,5 milliards de dommages et d'intérêts.
- L'organisation mondiale du commerce (OMC) a porté plainte contre l'Europe pour son refus d'importer de la viande aux hormones.
- Le pauvre petit Equateur a dû payer deux milliards de dollars parce qu'il voulait protéger sa population contre la pollution et la destruction de la forêt vierge par une société pétrolière US.
- Philip Morris attaque l'Uruguay, car sa loi anti-tabac viole les accords de protection des investissements avec la Suisse, siège de Philip Morris International. Le chiffre d'affaires de Philip Morris est d'environ cinquante pour cent plus élevé que le produit intérieur brut de l'Uruguay.

Si l'Uruguay perd le procès, d'autres pays auront peur de prendre des mesures anti-tabac. Les lois péruvienne et égyptienne sont désormais contestées.

Nos convictions programment nos cellules

Le biologiste cellulaire Bruce H Lipton a prouvé que ce ne sont pas nos gènes qui déterminent notre vie, mais nos convictions. Si nous entendons ou lisons quelque chose qui ne va pas avec notre vision du monde, c'est une *expérience disruptive* qui provoque un désordre intérieur. Nous évitons donc d'en prendre conscience. La politique d'information élaborée par les grands groupes de médias forge notre vision du monde, et la plupart des êtres humains en sont victimes.

Les Whistleblower (lanceurs d'alerte) Julien Assange et Edouard Snowden en sont un exemple. Le gouvernement US lance un mandat d'arrêt contre eux. Monsieur Snowden nous a appris que nos centres de recherche, les entreprises et les politiques étaient espionnés dans les règles de l'art. Les gouvernements européens n'osent pas lui accorder le droit d'asile.

Les sénateurs US Tom Daschle et Patrick Leahy ont reçu par la poste un paquet contenant de l'anthrax (arme bactériologique). Ils ont peu après arrêté de poser des questions

embarrassantes aux services secrets. Le sénateur Paul Wellstone, sa famille et son équipe électorale ont été assassinés. La sénatrice Barbara Boxer a qualifié ce meurtre de "message à nous tous". Après avoir reçu des menaces de mort, le sénateur US Mark Dayton a quitté la politique. Nos médias n'osent pas d'en parler.

Longtemps avant que Barak Obama, candidat au Sénat, ne devienne prétendant à la présidence des Etats-Unis, il fut espionné jours et nuits. La traductrice Sibel Deniz Edmonds en explique la raison : collecte d'information par les services secrets pour faire pression et contrôler les citoyens influents.

Malgré un espionnage massif de la Grande Bretagne et des Etats-Unis, l'Union Européenne ne met pas fin à l'accord de transfert de données des passagers aériens et bancaires. Est-ce parce que le Service fédéral de renseignement allemand a mis au point pour le service de sécurité intérieure des USA le logiciel de surveillance le plus performant (XKeyscore)? Avec 700 serveurs sur 150 sites, il couvre le monde entier, même l'Allemagne. La chancellerie allemande dit ignorer cela.

Les programmes de surveillance des services secrets britannique et américain Prism, Tempora, ainsi que d'autres, restent en service, comme si les révélations d'Edward Snowdens n'avaient pas eu lieu. Pillera-t-on avec les entreprises moyennes, les petites banques proches de leurs clients et les nations faibles ? Les grands joueurs attendent maintenant un grand crash pour éliminer leurs concurrents. Personne ne transgressera une loi, ou sera pour cela condamné. Tout est prêt pour l'événement ; il y aura beaucoup de perdants et peu de vainqueurs triomphants.

Mais nous sommes au seuil d'une nouvelle époque. Les situations limites, les instabilités et les processus de dissolution de la société accumulent les dangers, mais préparent aussi le chemin pour de nouvelles structures. Les machinations permettant de contrôler l'être humain sont découvertes, Edward Snodens ne fut qu'un précurseur.

Une faible minorité développe un sens aigu de la dignité et de l'authenticité. Dans cette prise de conscience réside de grandes chances pour l'humanité. Celui qui entre en résonance avec le changement global de notre époque peut se laisser porter par lui.

Notre institut BUSINESS REFRAMING utilise des méthodes qui protègent votre avenir et celle de votre entreprise.

L'auteur

Prof. Dr. Wolfgang BERGER est économiste et philosophe. Il a étudié, cherché, appris et travaillé comme dirigeant d'entreprise en Allemagne, au Ghana, en France, en Inde, en Italie, en Argentine, aux USA et en Iran. Il a travaillé longtemps à la société Schering AG où il termina chef du personnel. Il a écrit plusieurs livres et publié de nombreux articles

spécialisés. Il dirige la société Business Reframing Institut à Karlsruhe, société avec laquelle il apporte un nouveau flux aux entreprises (www.business-reframing.de). Il est également conseiller scientifique de la Wissensmanufaktur (www.wissensmanufaktur.net).

Traduction : Maurice HELTERLIN. Relecture : Jacques SIGOT.